

Session du Conseil Départemental du 12 décembre 2016

Introduction Grégory Blanc

Monsieur le Président,

Cher-e-s Collègues,

12 décembre 2016. Nous sommes à 20 jours d'une évolution sans précédent pour notre collectivité, un changement structurel qui arrive enfin et dont nous parlons maintenant depuis des années : la clarification des compétences entre les collectivités et la fin de la clause de compétence générale des départements et régions, permettant à ceux-ci d'agir sur tout. Dernière session dans ce monde d'avant, l'occasion donc de tirer un bilan.

Depuis plusieurs années, les positions de notre groupe sont claires, celles de la majorité départementale se lisent quant à elle dans les arbitrages budgétaires.

- 1. Depuis votre présidence, nous avons un point d'accord, qui est capital : Il faut redresser la situation périlleuse des finances départementales.** Le passif est lourd, la dette mange nos faibles marges de manœuvre. La collectivité ne peut plus investir et moderniser nos infrastructures. Nous partageons globalement la trajectoire de redressement des comptes, mais nous divergeons sur la façon d'y arriver.
- 2. Nous avons donc un point de divergence fondamental : les choix et la méthode.** Pour nous, il fallait progressivement se recentrer sur notre cœur de métier en se délestant des actions non stratégiques au regard de nos missions de demain. Pour vous, la majorité départementale et ses différents prédécesseurs, il convenait de conserver tous les dispositifs de visibilité, en recourant à la dette d'un côté, en supprimant bien des dispositifs d'émancipation de l'autre (je pense par exemple à l'aide aux centres de loisirs, aux bourses étudiants etc.)

Pour nous, il fallait renforcer notre action contre l'illettrisme, l'insertion, la prévention santé, l'éducation populaire en fonctionnement, et investir principalement dans l'éducation, les routes, le numérique, l'assainissement.

Pour vous, il fallait poursuivre une politique d'aide sur les comptes secondaires, même à tout petit niveau, sur tous les sujets sans repenser leur utilité (immobilier d'entreprise, établissements d'enseignement supérieur hors contrat de plan (je pense à ce million pour l'IRCOM) certains équipements de certaines collectivités, etc.)

Pourtant, **se retirer progressivement des dispositifs non stratégiques repris par la Région et les intercommunalités est impératif pour mieux assumer nos missions.** Vous avez décidé d'attendre, et de freiner autant que possible le repli sur les domaines secondaires. Au final, vos décisions se prennent souvent, au dernier moment dans la brutalité, avec des conséquences parfois douloureuses pour les salariés.

Monsieur le Président, chers collègues de la majorité,

Nous le disons, ne vous laissez pas imposer le tempo, prenez les devant, prenez le leadership sur nos compétences. Soyons offensif en matière d'insertion ou sur l'autonomie des personnes âgées et handicapées. Voilà pourquoi encore, ces derniers temps, notre groupe engage le débat public sur la loi vieillissement ou sur l'insertion. Agrégeons autour de nous les partenaires CAF, MSA, Pôle Emploi, les autres collectivités,... Bien des choses existent dans ce département, c'est pourquoi nous ne sommes pas de ceux qui veulent jeter le bébé avec l'eau du bain mais au regard des besoins, nos responsabilités sont grandes.

Assumons clairement notre raison d'être, notre mission fondamentale : les solidarités. Investissons dans l'innovation sociale, plutôt que perpétuer les mêmes politiques qu'il y a 10 ans, 15 ans, 20 ans tout en maugréant sur leur coût.

Il faut dire qu'avec la crise, les besoins se sont accrus. La société elle-même a changé ! Nous ne pouvons plus agir comme dans les années 80 ou 90. Nous devons revoir nos outils, les moderniser. C'est ce que nous proposerons lors de cette session en présentant un véritable plan INSERTION-RSA. Fixons des objectifs, **soyons ambitieux : pour nous, atteindre 2 000 allocataires en moins en 3 ans, c'est possible !** Mettons l'argent là où il est efficace.

Faisons attention aux discours simplistes, consistant à seulement dénoncer les fraudeurs ici (qui représente 1% seulement selon la CAF) et à payer les allocations là. Il faut repenser notre action, innover, expérimenter. Avec le redémarrage économique et la baisse du chômage, **le nombre d'allocataires a baissé en Anjou de plus de 500 depuis le début de l'année. C'est la 1^{ère} fois depuis 2009-2010 et l'instauration du RSA.** Il faut amplifier le mouvement !

Mais, il est vrai : cela semble évidemment bien difficile pour vous de se lancer dans ce mouvement, on le comprend bien. Cela fait des mois que vous expliquez que c'est à cause du RSA que vous augmentez les impôts. Nous avons néanmoins du mal à comprendre : le nombre d'allocataires baissent, mais vous augmentez quand même les impôts !

En fait, pour essayer de convaincre et confirmer vos arguments, vous posez une décision modificative, processus toujours très lourd, juste pour 2 millions d'euros, qui plus est, sur le seul RSA. C'est une première dans l'histoire de notre collectivité ! 2 M€ : pourquoi ne pas les avoir intégrer en octobre dernier alors que la provision existait déjà ? C'est tout de même troublant.

Et puis, vous posez une grosse délibération, toute technique, encore sur le seul RSA. 12 pages ! Il serait pourtant nécessaire de sortir de la technique sur ce sujet, et de fixer des ambitions. Cette délibération a néanmoins le mérite de créer l'occasion d'un véritable débat en session, sur un sujet qui doit mobiliser chacun de nous. Nous vous invitons d'ailleurs à aller plus loin : ce que vous faites sur l'insertion, faisons-le ensemble aussi sur la loi vieillissement comme nous le demandons depuis 6 mois. Il y a des sujets de fonds qui concernent toute la collectivité, et la session est le lieu de ces débats. Voilà pourquoi on ne peut pas esquiver en renvoyant constamment dans les secrets d'alcôves de la commission permanente. **Notre collectivité a besoin de s'ouvrir, faire vivre la démocratie participative, associer les forces vives du territoire pour réfléchir avec elles.**

A la fin de cette journée, nous examinerons surtout les orientations budgétaires, préparant une nouvelle hausse d'impôt. Il y a 2 ans, j'évoquais une hausse des taux de l'ordre de 20%. Et vous cherchez toujours à expliquer que c'est la faute aux autres, aux pauvres et à l'Etat. Reconnaissons-le une bonne fois pour toute : Oui, il faut solder le passif !

Alors, comme le rappelait Madame la Préfète en octobre nous figurons parmi les départements les mieux compensées, dites enfin clairement que si nous n'arrivons pas à encaisser ici les baisses de dotations, d'est bien le fait de ce très lourd passif :

- Celui de la politique fiscale des années 80 et 90, qui aboutit à des bases faibles,
- Le passif de la réforme Laffineur de la taxe professionnelle qui a ôté tout levier à notre collectivité et qui se traduit par des manques à gagner importants,
- Enfin et surtout, cette dette qui avale chaque année notre épargne et nous empêche d'investir et de moderniser nos infrastructures.

Oui, il faut poser le bon diagnostic pour apporter les bonnes solutions. D'autant que j'ai une crainte : votre candidat, François Fillon, annonce une baisse des dotations deux fois supérieure à celles que nous connaissons. La baisse actuelle, comme on le voit partout, pouvait être encaissée. Mais 2 fois plus, c'est une fois de trop ! Rejoignez-nous pour éviter ce scénario catastrophique.

En conclusion Monsieur le Président, chers collègues, La loi NOTRe est là. Il faut changer de logiciel, sans toujours attendre que la lumière ne jaillisse du ciel.

Préparons-nous, discutons ensemble. Rassemblons nos énergies, acceptons le débat public sur les enjeux clefs : avoir des désaccords n'est pas malsain, c'est même utile et nécessaire de les poser dès lors qu'ils ne sont pas artificiels.

Les débats en session sont utiles parce qu'ils sont partagés par tous. Notre groupe refuse les oppositions stériles, celles où les désaccords sont affirmés sans même se donner la possibilité d'évoluer au cours des échanges. Cela nous arrive d'entendre vos arguments et de modifier notre point de vue. Tant mieux. Voilà pourquoi, nous vous le disons une nouvelle fois, éviter le débat là où il doit avoir lieu, cela crée souvent des fractures et empêche de construire.

L'orientation de notre groupe sera de nouveau tout au long de cette session de mettre un certain nombre de propositions sur la table, sur lesquelles nous souhaitons que vous puissiez vous positionner, comme nous le ferons sur les vôtres.